

KANWAL SIBAL

Ancien ministre des Affaires étrangères de l'Inde

Mehmet Ali Birand, Journaliste et écrivain, CNN Türk

Votre pays est considéré par tout le monde comme incroyablement aimé et il émerge comme une grande puissance. Parlez-nous de votre expérience.

Kamal Sibal

Je ne saurais vous expliquer pourquoi les autres nous aiment, mais je suis très heureux de vous entendre formuler cette introduction. Comme nous parlons de l'attitude des marchés émergents tels que l'Inde face à la gouvernance mondiale, permettez-moi d'en dire quelque chose. Cela répondra peut-être aussi à la question que vous avez posée quelque peu indirectement.

La première chose que j'ai remarquée en m'asseyant est la carte de la World Policy Conference. Je me suis dit que cela expliquait peut-être le problème de la gouvernance mondiale. L'Inde n'apparaît pas sur la carte ; même la Chine n'apparaît pas et la Russie a droit à un regard oblique !

Quel rôle les marchés émergents vont-ils jouer dans l'élaboration de la gouvernance mondiale dans les années qui viennent ? Je pense qu'il est nécessaire de réfléchir d'une façon générale pour savoir ce que l'on entend par « gouvernance mondiale ». Il convient de faire la différence entre divers mécanismes de coopération, tels que les accords, les traités, la création d'un consensus et la gouvernance mondiale.

De nombreuses discussions entendues hier et aujourd'hui dressaient la liste de tous les problèmes qui nous font face. L'accent était mis sur les problèmes, non sur la gouvernance. Pour affronter les problèmes qui nous sont communs, il faut améliorer la gouvernance mondiale, et cette notion n'a peut-être pas bénéficié de toute l'attention nécessaire. Lorsqu'on parle de gouvernance mondiale, il ne suffit pas de dresser la liste et d'identifier les problèmes en soulignant le besoin de les résoudre ; il faut également aborder la question de la mise en pratique. Que se passe-t-il si des accords sont violés ? Il y a la question du contrôle de l'application. La gouvernance, en l'absence de contrôle, n'est pas envisageable.

Ma remarque suivante est que la gouvernance mondiale, comme la gouvernance intérieure, doit reposer sur des principes solides. J'imagine que l'on peut rapidement faire la liste des principes communément admis. Ils comprennent la démocratie, la participation, l'égalité d'application de la loi, un développement général, une attention particulière portée aux couches défavorisées de la société, etc. Quelle est la situation réelle relativement à la gouvernance mondiale ? Ces principes sont-ils mis en application ? Assurément, la démocratie peut représenter un principe clé de la gouvernance mondiale. Dans ce contexte, l'aspect primordial est la démocratisation des institutions internationales et des processus décisionnels.

La gouvernance mondiale exige des institutions représentatives. Il existe un consensus général autour de l'idée que le Conseil de sécurité des Nations Unies ou que les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale, etc. ne sont pas suffisamment représentatives des changements qui ont eu lieu dans les équilibres économiques et politiques dans le monde depuis la Seconde Guerre mondiale.

Dans toute forme de bonne gouvernance on ne doit avoir ni discrimination, ni deux poids deux mesures. Encore une fois, il faut prendre garde à ce qui est perçu comme des deux poids deux mesures, que cela s'applique à la question des droits de l'homme ou à la non-prolifération etc.

La gouvernance mondiale doit faire face au problème du développement et de la réduction des inégalités mondiales. Encore une fois, nous savons que le programme de développement, bien qu'il soit élaboré, est contesté. L'attention spéciale portée aux pays lourdement endettés, ou aux pays en développement (PED), démontre sans l'ombre d'un doute qu'il y a des progrès, et une aide considérable continue d'être allouée aux pays en développement. Néanmoins, dans une perspective plus large, si l'on prend par exemple en considération les négociations de Doha, le programme de développement est contesté à sur le fond.

La Gouvernance mondiale doit être une entreprise mutuelle et non une tentative des pays puissants d'imposer un ordre. Ces dix à vingt dernières années ont vu la tentative de création d'un nouvel ordre politique et économique, qui a échoué. Je pense également que la politique des sanctions est un sujet de débats, pour déterminer si elle atteint de manière effective les résultats escomptés.

Il y a aussi cette idée que la gouvernance mondiale penche lourdement en faveur de ce qu'on appelle les valeurs universelles occidentales, à savoir la démocratie, l'économie de marché et les droits de l'homme. Ces valeurs ont un mérite intrinsèque fort et le fait qu'elles représentent des valeurs « occidentales » n'est pas une raison pour les contester. Cependant, il y a un problème dans la mise en pratique de ces valeurs. Parfois la démocratie est perçue comme une croisade, et on tente de l'imposer aux autres. L'idéologie de l'économie de marché a essuyé un revers phénoménal en raison de la crise financière récente. En ce qui concerne les droits de l'homme, ils sont en réalité gravement violés dans certaines parties du monde, il y a donc le sentiment que cette question est traitée de façon quelque peu discriminatoire, ce qui alimente la critique à l'encontre des deux poids deux mesures.

Il existe une question importante. La gouvernance mondiale signifie-t-elle l'intégration des puissances émergentes au sein du système existant ou le consensus qu'il faut en changer ? Si tel est le cas, quels sont l'ampleur et le rythme du changement ? Ensuite, il y a la question de la souveraineté par rapport à la gouvernance mondiale, qui a déjà été soulevée au cours de discussions précédentes. De nombreuses idées touchant à la place de la souveraineté nationale dans le monde d'aujourd'hui sont lourdement influencées par la manière de penser de l'Union Européenne. Ces grosses puissances européennes ont concentré leur souveraineté dans certains domaines pour l'intérêt commun. Cependant, ce n'est pas vraiment le paradigme qui s'applique à la majeure partie du globe.

En fait, je voudrais insister sur ce point – qui n'est pas une critique à l'encontre des Etats-Unis – qui est une simple « *constatation* », comme on dit en français. Les Etats-Unis sont les plus attachés à la souveraineté ; ils se méfient des Nations Unies, n'ont pas rejoint la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, pas plus que la cour pénale internationale ; ils n'ont pas ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. En Afghanistan, bien qu'il s'agisse d'un problème commun, ils disposent d'une opération militaire distincte – « Enduring Freedom » - aux côtés des forces de la FIAS. Au sein de la force de maintien de paix de l'ONU, le gouvernement américain refuse que les soldats américains soient placés sous un commandement étranger.

Les problèmes structurels de la gouvernance mondiale sont cruciaux. La phase unipolaire est terminée, et en ce qui concerne la multipolarité, il existe une dichotomie dans l'attitude de certains pays s'opposant à la domination des Etats-Unis. Ils souhaitent une multipolarité à l'échelle mondiale, mais souhaiteraient l'unipolarité dans leurs propres régions. Il y a ensuite le fait abordé à l'instant de l'énorme capacité de la défense américaine ; le budget de défense américain est plus important que celui de tous les autres pays réunis. Dans quelle mesure cela conditionne-t-il la gouvernance mondiale ?

Les Etats-Unis contribuent énormément à la stabilité mondiale, mais dans certains domaines, on peut également dire qu'ils contribuent à l'instabilité. La dimension politique est connue, particulièrement la guerre en Irak. D'un point de vue financier, le rôle du dollar en tant que monnaie de réserve, le fait que les Etats-Unis vivent au-dessus de leurs moyens, un taux d'épargne bas, le problème des déséquilibres mondiaux générés par l'excédent de dépenses des Etats-Unis et l'épargne excessive de la Chine, constituent des problèmes de gouvernance. Il faut répondre à la

question plus vaste de savoir ce qu'implique en termes de gouvernance mondiale le déclin perçu comme tel des Etats-Unis.

Il est important de noter qu'une bonne gouvernance intérieure contribue à une meilleure gouvernance mondiale. Les deux sont intrinsèquement liées. Une mauvaise gouvernance intérieure aggrave les problèmes de la bonne gouvernance mondiale. Les pays peuvent faire attention à la protection de l'environnement, au contrôle des émissions, à la réduction de la pauvreté, à la santé, à l'éducation, à la réforme sociale et ainsi de suite, et améliorer de la sorte la gouvernance régionale et mondiale.

Les enjeux de l'Inde dans la gouvernance mondiale sont vitaux. Nous comptons 1,1 milliard d'habitants. Nous avons un rôle à jouer sur les questions de changement climatique, d'environnement, de population, de commerce, sur l'OMC, sur l'accès aux technologies et aux matières premières pour notre économie en croissance, etc. Les problèmes de taux de change, la gestion financière mondiale, les mouvements des investissements, le terrorisme, l'extrémisme et le cyberspace nous touchent également. L'Inde a d'énormes intérêts dans la plupart de ces domaines.

Le problème est que nous avons un esprit d'indépendance trop prononcé et que nous avons tendance à nous opposer à ce que nous jugeons comme étant discriminatoire. Nous sommes suffisamment grands pour résister, mais pas assez puissants pour imposer nos points de vue, ni pour susciter des changements ou rendre les équilibres plus justes. Nous ne perturbons ni ne soutenons l'ordre présent. Dans la mesure où nous ne dépendons pas d'un seul pays ou d'un bloc pour notre défense ou nos liens économiques, nous disposons d'une marge de manœuvre un peu plus grande. Nous sommes prêts à participer à un large système convenablement réformé. Nous souhaitons jouer un rôle plus important au sein du système international.

Idéalement, les Nations Unies devraient être le forum qui accueille les discussions sur la gouvernance mondiale, mais les Nations Unies sont jugées d'une lourdeur excessive, constatation qui ressort d'un panel précédent. Le G8 a tenté de prendre des décisions sur des questions importantes ; il s'est désormais élargi pour former le G20. Il y a la vaste question de la légitimité. Nous pensons que le Conseil de sécurité des Nations Unies doit être réformé et que l'Inde a des arguments légitimes pour devenir membre permanent du Conseil de sécurité.

Il me reste enfin deux sujets à aborder rapidement. Nous avons des points de vue particuliers sur la gouvernance mondiale dans le contexte des régimes de déni de technologie dont nous sommes victimes, ainsi que dans celui du régime des droits de propriété intellectuelle lorsqu'il nuit à l'équilibre entre le bien public et l'intérêt privé.

Ma dernière remarque touche à la question de la responsabilité. Des pays émergents et autres ont été cooptés dans le G20, avec un appel à être « responsables » et prêts à s'acquitter de leur responsabilité. Cela sous-entend qu'on leur a fait une fleur. La part qui est accordée dans ce forum aux pays en développement, ou marchés émergents, n'a rien d'altruiste. Cela participe du glissement de l'Ouest vers l'Est qui s'est opéré au sein de la puissance économique mondiale, et dans une certaine mesure au sein de la puissance politique mondiale. On se rend compte désormais qu'aucun pays, pas plus que certains pays triés sur le volet, ne peut résoudre les problèmes mondiaux. Cela doit être une entreprise commune. L'Inde est prête à jouer son rôle.